



Religion et politique en Guinée: enjeux, rôles et instrumentalisation par le pouvoir politique à Kankan

Religion and politics in Guinea: issues, roles, and exploitation by political power in Kankan

NAMOUDOU CONDE

Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée

Email : namoudouconde@yahoo.fr/ nafamoudouconde@gmail.com

Orcid id: <https://orcid.org/0009-0004-9020-9058>

Mohamed SACKO

Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée

Email: mohamed74sacko@gmail.com

Sidiki KOUROUMA

Université de Kindia, Guinée

Email: sidikikourouma748@gmail.com

Résumé : La cohabitation entre la politique et la religion dans les espaces religieux est une réalité de tous les temps. Les pouvoirs temporel et spirituel sont intimement liés à Kankan. Dans cet article, l'étude porte sur la place qu'occupe la religion, notamment l'Islam majoritaire, dans la vie politique guinéenne. Il met en lumière l'ambivalence entre son rôle d'influence sociale et morale, et les formes d'instrumentalisation politique auxquelles elle est parfois soumise. À travers une analyse historique portant sur la période coloniale et postcoloniale, il examine le rôle des leaders religieux à travers leur participation à la médiation sociale, à la gestion des crises politiques postélectorales et à la légitimation des pouvoirs politiques. Cela engendre des risques liés à la récupération religieuse à des fins électorales, partisans et au rejet de certains religieux jugés acquis pour la cause des gouvernants ou du peuple. Le présent article se propose comme objectifs, établir une relation historique entre religion et politique, identifier les formes d'instrumentalisation religieuse et décrire ses conséquences sur la démocratie et la réconciliation nationale. La démarche méthodologique s'appuie sur des documents écrits relatifs à la question religieuse et politique, des discours clés rapportés à l'issue des entretiens pour interroger la frontière entre spiritualité et politique en Guinée. Les résultats portent sur le cadre historique, l'influence morale et sociale des religieux, l'instrumentalisation politique, enjeux et risques pour la démocratie. Elle conclut à la nécessité d'un équilibre entre respect de la laïcité, autonomie des institutions religieuses et reconnaissance de leur rôle dans la stabilité.

Mots-clé: Religion, Politique, Instrumentalisation, Leaders religieux, Ordres confrériques.

Abstract: The coexistence of politics and religion in religious spaces is a reality at all times. Temporal and spiritual powers are closely linked in Kankan. This article focuses on the role that religion, particularly the majority Islam, plays in Guinean political life. It highlights the ambivalence between its role in social and moral influence and the forms of political instrumentalization to which it is sometimes subjected. Through a historical analysis covering the colonial and postcolonial periods, it examines the role of religious leaders in their participation in social mediation, the management of post-election political crises, and the legitimization of political powers. This generates risks related to the exploitation of religion for electoral or partisan purposes and the rejection of certain religious figures deemed to be aligned with the interests of the rulers or the people. This article aims to establish a historical relationship between religion and politics, identify forms of religious instrumentalization, and describe its consequences on democracy and national reconciliation. The methodological approach relies on written documents related to religious and political issues, as well as key speeches reported following interviews to examine the boundary between spirituality and politics in Guinea. The results focus on the historical framework, the moral and social influence of religious leaders, political instrumentalization, and the

challenges and risks for democracy. It concludes with the need for a balance between respect for secularism, the autonomy of religious institutions, and recognition of their role in stability.

Keywords: Religion, Politics, Instrumentalization, Religious leaders, Sufi orders.

Introduction

La République de Guinée, majoritairement musulmane à 84 %¹, (U.S. Department of State. 2023) Elle est officiellement un État laïque suivant la constitution de 2020. Cette constitution a été promulguée par le Décret D/2020/073/PRG/SGG du 06 avril 2020, Journal Horoya (2020) qui stipule en son Article 1^{er} : « La Guinée est une République unie, indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Cela signifie que l'État guinéen est neutre vis-à-vis des religions, garantit la liberté de culte, et n'en privilégie aucune. À ce titre, l'Islam et le Christianisme sont les deux principales religions reconnues. Pourtant, ces religions, et plus particulièrement l'Islam, jouent un rôle non négligeable dans l'espace public. Au regard du nombre de musulmans selon (Arda, 2022), 84,5 % dans le pays et du rôle joué dans différents événements socio-politiques, nous privilégions cette croyance dans cet écrit afin de mieux saisir le fait à l'étude. En Guinée, et plus particulièrement en Haute-Guinée, la politique ne se joue pas uniquement dans les urnes ; elle se négocie aussi sous le toit des grandes mosquées et dans les foyers des érudits. À Kankan, capitale historique et spirituelle des Maninka-Mori, le religieux n'est pas un simple observateur de la vie publique. Il en est le socle ou acteur. Dans un pays en quête de stabilité démocratique, la ville de Kankan apparaît comme un laboratoire privilégié pour observer les tensions entre la sacralité du pouvoir et les exigences de la modernité politique.

Le présent article se propose d'analyser la nature des relations entre religion et politique en république de Guinée, en s'interrogeant sur comment le pouvoir politique parvient-il à s'insérer dans le tissu religieux de Kankan pour asseoir sa légitimité ? et quelles sont les conséquences de cette instrumentalisation sur la pratique démocratique ? L'objectif général vise donc à produire un écrit historique sur l'évolution du pouvoir politique et de la religion en République de Guinée. Pour atteindre cela, nous nous sommes assigné trois objectifs spécifiques qui sont entre autres : établir une relation historique entre religion et politique en République de Guinée ; identifier les formes d'instrumentalisation religieuse en période de crise électorale et décrire les conséquences de l'instrumentalisation religieuse sur la démocratie et la réconciliation nationale. Dans cette étude, nous partons de l'hypothèse selon laquelle l'instrumentalisation religieuse sert à la légitimation et à la mobilisation citoyenne pour des fins électorales en Guinée.

1. Méthodologie

Pour l'atteinte des objectifs susmentionnés, nous avons opté pour une méthodologie qualitative reposant sur l'approche historique, elle est complétée par la méthode générale des sciences humaines et sociales : l'entretien et l'analyse documentaire. Cette approche a pour avantage de suivre les faits dans leur dynamique spatio- temporelle. Elle a été privilégiée en vue d'une meilleure compréhension du sujet. Elle a permis de faire une analyse approfondie des divers facteurs de l'influence et de l'instrumentalisation dans le cadre politique et religieux. Elle a également permis de mieux comprendre les attitudes, les croyances, les perceptions et les comportements des hommes politiques et religieux. Se fondant sur des documents écrits et des récits du terrain issus des entretiens, nous avons réussi à stocker des informations historiques suffisantes qui ont servi de corpus pour cette étude.

¹ Rapport annuel sur la liberté religieuse internationale publié par le Département d'État des États-Unis. (2023). Environ 84 % de la population est musulmane, 11 % est chrétienne et 5 % adhèrent à des croyances religieuses autochtones ou autres. »

A l'entretien semi-directif, il a été réalisé auprès des religieux et des politiques de la ville de Kankan qui sont reconnus pour leur influence dans la vie politico-religieuse. Ils sont souvent cooptés par les politiques ou les mouvements politiques afin d'accéder à la conscience populaire. De même, les perceptions de certaines populations ont été recueillies à l'aide de cette technique sur le phénomène religieux, politique et les influences exercées. Dans le cadre de ces entretiens, 15 personnes, dont 6 leaders religieux, ont été entretenues.

Il faut noter que les religieux étaient de deux catégories. La première est celle acquise pour la cause des autorités politiques et la seconde, celle qui ne bénéficie pas la faveur des autorités. Tous les enquêtés ne se sont pas prêtés à nos questions pour des raisons inavouées. Parmi eux, les responsables politiques et certains religieux proches des autorités politiques. Ce refus constitue une des limites de notre travail. D'autres enquêtés par contre se méfiaient de donner des réponses claires. Les techniques de collecte des données, ont reposé dans un premier temps sur l'analyse documentaire et l'entretien semi directif. Les documents utilisés ont été ainsi soumis aux cribles de la critique historique. Pour répondre à cette problématique, notre étude s'articule autour de quatre axes majeurs qui constituent nos résultats: le cadre historique : l'héritage des familles fondatrices et la genèse de l'autorité cléricale à Kankan ; l'influence morale et sociale: le rôle des religieux comme médiateurs et régulateurs de la cité l'instrumentalisation politique: les mécanismes de cooptation utilisés par les régimes successifs. Les enjeux démocratiques: l'analyse des risques de dérive vers une légitimité purement identitaire et spirituelle; Enfin, la discussion des résultats et la conclusion constituent les derniers éléments de notre étude.

2. Résultats

2.1. Cadre historique

Politique et religion ont eu un lien enraciné dans l'histoire de la Guinée. Ce pays a toujours entretenu une relation forte entre spiritualité et autorité politique et administrative. Dans la période précoloniale, l'Islam fut très influent dans deux sociétés étatiques que sont le Fouta Théocratique et le Batè². La première a « connu un régime politique fortement islamisé fondé sur une alternance du pouvoir entre deux clans »³. (BARRY, 1989, p. 27). Quant à la deuxième, elle fut fondée selon (Kanté, 2018, p.29) sur une administration centralisée et bien structurée constituée de douze villages⁴ dans la savane guinéenne dont Kankan fut la capitale politique.

En Afrique de l'Ouest, l'Islam s'est propagé en prenant comme substrat, les confréries religieuses. Celles-ci ont été structurées et coordonnées par des grands marabouts qui avaient fortement influencé leurs adeptes. Parmi les plus importantes, nous pouvons citer la quadriya et la tidianiya comme le souligne Trincaz en ces termes :

En Afrique noire, il existe deux congrégations-mères : la quadriya et la tidianiya. Ce sont deux voies parallèles qui se distinguent par la récitation des litanies (dhikr) plus ou moins longues. La confrérie quadriya, la plus ancienne est d'esprit philanthropique et tolérant.

² Peuplement constituée des Maraka-Mori venus de Diafounou dans l'actuelle république du Mali au XVII siècle et devenus Maninka-Mori en territoire maninka a largement contribué à l'islamisation de la région de la Haute-Guinée.

³ Le royaume de Fouta Théocratique fondé en 1725 suite à la guerre décisive de Tallanssan livrée contre les peulhs non musulmans et qui a abouti à la création d'un Etat théocratique caractérisé par l'alternance du pouvoir politique entre deux grandes familles ; Alphaya et Soriya. Le royaume fut conquis par la France après la bataille de Porédaka (13 novembre 1896) qui a consacré la victoire de la France contre le résistant principal de la région (Barry, 1989, p. 27)

⁴ Karifamoria, Bakonko-koro, Djankana, Soumankoi, Köfilaninin, Bakoko Cisséla, Baténafadji, Bankalan, Tassiliman, Soïla, Djidilan et Kankan.

La Tidianiya, issue de la confrérie Khelouatiya se scinde en deux rameaux : la Rahmaniya et la Tidianiya. Elle est fondée au XIX^e siècle par Abdul Abbas Ahmed Al Mokhtar Al Tidianiya, dont le tombeau se trouve actuellement à Fez. D'esprit tolérant et peu formaliste, elle a réservé un bon accueil aux Français. (Trincaz, 1981, p. 49)

L'expansion musulmane sous les ordres confrériques a connu des conflits entre sectes musulmanes (quadriya et la tidianiya), entre musulmans et partisans des croyances traditionnelles. Elle a également enregistré des alliances musulmanes entre le Fouta théocratique et Kankan comme celle scellée entre El Hadj Oumar Tall et Kankan.

Cet état de fait explique certes une des raisons de la progression de l'Islam par l'influence des confréries au Sénégal, au nord Nigéria et le Soudan qui ont enregistré l'émergence des grandes confréries. Selon (Mansaré, 2017, p. 14) « la Quadriya, célèbre par le prestige religieux de son fondateur, Amadou Bamba, et par son investissement humain dans la culture de l'arachide. Au Nigéria, quadriya et tidianiya ont été en compétition pour le contrôle des fidèles ».

La période coloniale aurait considérablement favorisé l'expansion musulmane plus que n'importe quelle période dans sa longue histoire. Cette idée est illustrée par l'affirmation selon laquelle (Kane et Triaud, 1998, p. 13) affirment : « l'Afrique de l'Ouest, puisqu'il s'agit ici surtout d'elle, est même l'un des rares exemples dans le monde où l'Islam ait progressé sous des pouvoirs non musulmans, voire antimusulmans ». Les raisons de cette progression s'expliqueraient selon eux, par le développement du chemin de fer et de routes qui a favorisé la pénétration des commerçants vers les confins forestiers de la Guinée. Malgré cette propagation rapide de l'Islam selon ces auteurs pendant la période coloniale, dont elle a subi des dommages comme le démontre cette affirmation de (Kane et Triaud, 1998, p. 14) : « la colonisation qui ne fut pas toujours tendre avec les musulmans, et qui fit quelques martyrs, tel Cheikh Hamallah, leader d'une branche distincte de la Tidianiya, déporté et mort en France en 1943, a sans doute aussi, par le prestige d'une religion qui offrait, dans d'autres termes que ceux du conquérant, un accès à l'universel, à l'écriture, à la communication internationale et à une économie ouverte à de grands espaces ». Nous retenons dans cette étude que ces auteurs expliquent l'évolution géographique de l'Islam en Afrique subsaharienne et les phases successives qui l'ont caractérisées. A travers cette étude, il ressort que l'Islam, malgré les obstacles liés à l'espace, à la multiplicité des confréries, aux réalités socio-culturelles a pu influencer les cultures traditionnelles. Il apparaît également que l'histoire politique de la Guinée a été émaillée par la dualité entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux. Il est à constater que dans ce rapport, l'autorité politique a toujours influencé l'autorité religieuse.

2.2. Les leaders religieux et leur influence morale et sociale

Dans la vie de la nation guinéenne, les leaders religieux jouent un rôle non des moindres dans la régulation du tissu social et de la réconciliation nationale. Cela se traduit fondamentalement par trois rôles incontournables que sont : légitimité morale des chefs religieux, participation indirecte dans les débats politiques (exemple : appels à la paix, médiation), intervention de l'Union des Imams et leaders religieux lors des crises sociopolitiques. En Guinée, les chefs religieux sont respectés non seulement pour leur foi, mais aussi pour leur sagesse qu'ils incarnent au sein du corps social. Ce qui leur permet « d'intervenir en tant que médiateurs en cas de crises ou de conflits de tous ordres. Les discours souvent tenus par les leaders pèsent fortement sur les décisions politiques en dernier ressort, surtout en période électorale. Il n'est pas rare que des leaders religieux appellent les fidèles à la paix, à la retenue, voire à voter pour tel ou tel candidat sous

couvert d'appel à la stabilité. Leur influence dépasse parfois celle des partis politiques dans certaines localités du pays ». Sidibé (2025)

La période postcoloniale caractérisée par la succession des régimes politiques de nature différente et conséquemment une implication des religieux à des niveaux différents. Pour l'intérêt et le niveau d'implication des religieux dans la résolution des crises en Guinée, nous nous intéressons aux quinze dernières années. Pour cette période tumultueuse, nous avons pris en compte les actions de deux leaders religieux que sont El Hadj Mamadou Saliou Camara, imam de la mosquée Fayçal de Conakry et Mon seigneur Vincent Koulibaly, archevêque de la cathédrale de Conakry.

El Hadj Mamadou Saliou Camara, imam de la mosquée Fayçal de Conakry, représente l'Islam sunnite majoritaire en République de Guinée. Il incarne l'autorité morale respectée par toutes les tendances politiques. Ses actions concrètes posées sont : appels à la paix lors des prières publiques (Tabaski, Ramadan) ; condamnation de la violence et des troubles électoraux ; discours réguliers sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble ; médiation discrète entre gouvernement et opposition et soutien aux initiatives interreligieuses. Se servant des préceptes musulmans, il a toujours fait appel à la paix, au bon vivre ensemble et au respect des décisions des autorités du pays. Pendant les périodes électorales, il a toujours œuvré pour le vivre ensemble dans ses sermons.

Quant à Mon seigneur Vincent Koulibaly, archevêque de la cathédrale de Conakry, chef spirituel de l'Église catholique en Guinée et Porte-parole d'une voix chrétienne modérée et pacifique. Il est aussi le porte-parole de la commission nationale de la médiation coprésidée par lui et El Hadj Mamadou Saliou Camara. Concrètement, il véhicule des messages pastoraux pour la paix et la justice, des prises de position contre la corruption, la répression et la division ethnique, la participation au dialogue interreligieux et le soutien aux appels nationaux à la réconciliation nationale.

Conjointement, étant tous les deux coprésidents de la commission de la réconciliation nationale, ils participent : à des dialogues interreligieux (musulmans, catholiques, protestants), collaborent avec la société civile et les partenaires internationaux et positionnement commun pour éviter l'extrémisme ou la division religieuse.

On retient d'eux, plusieurs interventions dans les situations de crises dans le pays allant des crises syndicales aux crispations politiques où le climat tendu a été décrispé par leur intervention auprès des hommes politiques ou des leaders syndicaux. Une approche de conscientisation a toujours été utilisée par eux, doublée de la notoriété religieuse et de l'influence pour dissiper les intentions en faveur de tel ou tel mouvement qui aurait pu plonger le pays dans des situations de crise profonde.

2.3. L'instrumentalisation de la religion dans le domaine politique

L'instrumentalisation s'affiche à travers trois éléments déterminants qui sont : de nombreux responsables politiques cherchent à s'afficher aux côtés des imams ou des prêtres, à financer des mosquées, à utiliser des discours religieux pour légitimer leur pouvoir. Les périodes électorales voient souvent l'intensification de cette stratégie à travers des dons de corans, des appels à la prière pour la victoire électorale, ou invocation d'éléments religieux pour justifier des décisions politiques. Cette manipulation des croyances religieuses pose un problème de neutralité de l'État et d'éthique politique. A cet effet, écoutons à ce niveau cette analyse :

Comparés aux autres forces sociales agissantes, les autres éléments, majoritaires, de la population ont des rapports entre religion et État une représentation plus archaïque et en même temps plus empreinte de bon sens. Peu importe pour que l'islam soit proclamé religion de l'État, l'essentiel est que le pouvoir politique soit au service du religieux, que l'État soit celui de l'Islam et non le contraire. Dans cette perspective, ce n'est pas un rétablissement de

l'équilibre entre les pouvoirs que l'on espère, mais bel et bien un retour à un âge d'or présumé, promu au rang de norme idéale. Une nostalgie des origines, en quelque sorte, avec tout ce qu'elle comporte de mythe. On constate une attitude conservatrice qui dénote la peur du changement parce que les gens n'ont pas été éduqués dans le sens d'une prise en charge de leur destinée. L'absence de l'esprit de citoyenneté est cependant, imputable aux siècles de servitude et de sujétion, ainsi qu'aux pratiques quotidiennes et concrètes du pouvoir politique qui se permet toute exaction au nom de la raison d'État ou de l'intérêt national. La presse étant muselée et la liberté d'association réduite à sa plus simple expression, la masse des croyants est jetée dans les bras des gardiens de l'islam. (Zghal, 1996, p.18).

Nous constatons dans la même lancée que (Charif, 2005, p. 4) qu'« en effet, la religion ayant été dans les sociétés prémodernes l'instance de légitimation, les gouvernants tenaient naturellement à s'en servir jusqu'à en abuser. En contrepartie, le corps des hommes de religion, monnayait son soutien et profitait des privilèges et des honneurs liés à ses fonctions ». Ce qui dénote l'instrumentalisation du pouvoir spirituel par le pouvoir temporel, entraînant de facto une opposition entre les opprimés et l'autorité religieuse qui est jugée complice du pouvoir politique.

La politique (pouvoir temporel) et la religion (pouvoir spirituel) sont intimement liées. selon Kaba (2025), « pour les fidèles musulmans de Batè, les deux pouvoirs sont tous deux des émanations de Dieu. Pour ce faire, le pouvoir temporel est donné à un homme que Dieu a choisi. Le pouvoir spirituel est dirigé par les marabouts qui s'appuient sur le Coran et les hadiths à travers lesquels tous les principes et modes de vie sont dictés pour mes pratiquants ». Ces deux types de pouvoirs sont séparés et complémentaires correspondant à deux drapeaux (*Jonjon*) et deux tambours (taboulé) symbolisant les deux pouvoirs politique et religieux affirme Caillée, (2003, p. 163). Cette affirmation est confirmée par (Kaba, 2004, p. 225) en disant ceci : « Il fit constater que la gestion du pouvoir dans le Batè fut réalisée par les marabouts et les chefs politiques ». L'histoire de Batè ressemble à l'existence d'un l'État Théocratique. Dans cet État, la politique et la religion étaient complémentaires ou la dualité du pouvoir était illustrée. A ce sujet, (Kaba, 2004, p. 225) rapporte ceci : « Cheick Muhammad Cherif⁵ savait que la politique et la religion étaient proches l'une de l'autre. Mais, il ne pouvait pas oublier que la doctrine qu'elles professaient, le langage et les méthodes qu'elles employaient ainsi que la nature de l'autorité qu'elles conféraient les séparaient l'une de l'autre, surtout sous un régime de type colonial ». C'est pourquoi, il insista publiquement sur le besoin de pureté dans les affaires religieuses et revendiquait pour les Karamoko, une autorité prééminente, voire l'autonomie complète, dans la mesure où leur autorité émanait du Seigneur créateur de l'univers. A défaut de gouverner, les Karamo pouvaient s'attendre à ce que l'État respectât leurs valeurs, à savoir celles de l'Islam. L'autorité temporelle ne saurait succomber au pouvoir spirituel. Cette vision plutôt radicale refilait la théorie du pouvoir et du devoir d'obéissance qui a obligé les leaders à coopérer durant toute la période d'occupation de France.

Durant la période coloniale, nous allons nous appesantir sur la société de Kankan en Haute Guinée. (Kaba, 2004, p. 224), affirme que

« Dans cette métropole du négoce et des marabouts, l'administration coloniale française n'était pas prête à concéder aux marabouts en matière de prééminence dans la sphère politique et juridique. Le sermon sous- entendait, d'une part, un conflit latent entre le pouvoir colonial et les fidèles musulmans, et d'autre part à la volonté d'indépendance du Sékou Fanta Madi Chérif et sa volonté d'accommoder, d'une certaine manière, la présence coloniale ». On

⁵ Leader religieux vénéré de la ville de Kankan et homonyme du président Ahmed Sékou Touré. Il mourut en 1958 à Kankan.

constata un rejet des autorités coutumières religieuses afin de canaliser la population, l'administration coloniale fut obligée de coopérer comme en témoigne (Kaba, 2004, p. 224), « Malgré tout, l'administration dut apprécier l'injonction sur le respect de l'ordre établi d'autant plus que ce comportement pouvait produire des résultats électoraux rassurants. L'intégrité du grand marabout de Kankan et sa position de chef dont la légitimité ne dérivait pas du régime colonial ne l'empêchaient de réunir les fidèles même dans la mosquée de Conakry ».

L'administration coloniale ayant constatée la notoriété des chefs musulmans dans le Batè, elle se concilie avec eux afin qu'ils servent d'interface. De ce plan, découla le besoin d'utiliser au maximum l'influence des autorités musulmanes et coutumières au profit des candidats dont les actions et prises de position paraissaient sympathiques à la cause officielle. C'est dans ce contexte que Sékou Fanta Madi Chérif se trouva engagé ou mieux pris dans la politique coloniale et « Il dut sortir pour la première fois en dehors de Batè pour répondre à l'invitation du gouverneur de la Guinée française dans le but d'échanger avec le ministre de la France d'outre-mer en décembre 1945 à Conakry » par (Kaba, 2004, p. 223). C'est ainsi qu'il eut avec le ministre des entretiens fructueux dont les échos ont envahi une bonne partie des territoires de la métropole française. Le voyage, ainsi qu'il fallait s'y attendre, eut un retentissement considérable au sein de la fédération de l'AOF et de la Guinée, à cause du sermon qu'il prononça à la mosquée de Conakry et dont le gouverneur rapporta la teneur telle qu'elle suit au haut-commissaire à Dakar. Kaba, 2004, p. 224 rapporte en ces termes les propos de Sékou Fanta Madi Chérif :

Les interprétations découlant du sermon du Cheikh sont liées au fait d'exhorter les colonisateurs, les colonisés et les marabouts (les serviteurs directs de Dieu). Il souligne que les colonisés doivent accepter leur sort, c'est-à-dire la colonisation. Enfin, il démontre la dépendance du peuple colonisé vis-à-vis de la métropole. Autre élément d'interprétation c'est qu'il démontre que le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel sont inséparables. Cette idée est d'autant plus vraie que l'administration coloniale après avoir combattu l'islam (El hadj Oumar Tall, Cheick Amadou Bamba...) finit par se rendre compte qu'il était un interlocuteur sérieux. Kaba, 2004, p. 224)

Vu leur influence sociale, les grands marabouts en appelèrent à soutenir la politique du gouverneur. Par des déclarations publiques, à rehausser de leur présence pendant les fêtes et les cérémonies. Le refus de ces obligations, était considéré comme un acte de sédition, d'autant plus qu'en Islam le temporel et le spirituel s'entrecoupent et se complètent. C'est à cette condition que l'administration s'ingénia donc à entériner les marabouts dont Sékou Fanta Madi Chérif, Karamo Taliby Kaba dans l'engrenage politique qui a amené à prendre des positions sur les problèmes de l'actualité et à participer à l'effort de guerre (1939-1945).

Ce fut l'argument des fondamentalistes wahhabites dans leur critique face aux marabouts dans le cadre de leur collaboration avec les colonisateurs. En inversant la perspective, on aboutirait pratiquement au même résultat selon (Charif, 2005, p. 4.), « le pouvoir religieux avait la main basse sur la société ou le sacré était omniprésent, et il avait besoin, pour assurer son monopole de la contrainte sociale, de déléguer au pouvoir politique l'exercice de la force brutale, et il lui accordait, par conséquent, une entière liberté d'action dans son champ propre, à condition qu'il n'empiète pas sur les mécanismes religieux de la cohésion sociale ».

Avec la brutalité de la France contre ses premiers leaders, on en arrive à la cohabitation. Les marabouts et chefs religieux jouaient un rôle de médiateurs avec l'administration coloniale française. A noter à ce niveau le rôle crucial qu'avait opéré l'érudit

Sékou Fanta Mady Chérif en matière de l'enseignement du Coran et de la diffusion des préceptes de l'Islam dans tout le Haut Bassin du Niger⁶.

A l'accession de la Guinée à l'indépendance en 1958, le président Ahmed Sékou Touré prône un État fort, centralisé, avec méfiance envers toute autorité indépendante, y compris celle religieuse. Selon Millimono, (2025), « cela favorisa l'opposition avec l'église chrétienne entraînant de facto la méfiance idéologique qui provoqua le rejet des influences étrangères. Or l'Église surtout catholique est liée à la basilique Saint Pierre de Rome, se trouvant en quelque sorte face au régime populaire et révolutionnaire d'Ahmed Sékou Touré, qui considère la religion comme opium du peuple ».

Afin d'exercer une influence continue sur les religieux critiques de son régime, le président Touré impose une pression sur les écoles, les hôpitaux, les églises et les mosquées. Les établissements religieux étaient maintenus sous une surveillance accrue avec le passage régulier des contrôleurs. A propos, Selon Kamara (2012, p. 44), ce dernier contrôle la religion en nationalisant les écoles et hôpitaux qui étaient tenus par les missionnaires, en appliquant une surveillance étroite des évêques, prêtres, institutions religieuses, impose la restriction sur les activités pastorales. Il y eut des persécutions contre les religieux réfractaires. Le régime n'a pas combattu l'Islam comme l'Église catholique, mais a neutralisé son pouvoir autonome. El Hadj Fodé Lamine Kaba, Grand Imam de Conakry, critique du contrôle de l'État sur les prières et sermons. Arrêté en 1960, emprisonné sans jugement, mort en détention. Thierno Mamadou Bah, patriarche religieux de *Dow-Saarè* de Labé, respecté pour son indépendance et sa grande autorité morale. Il fut arrêté en 1971, emprisonné à Pita puis transféré à Kankan, mort en prison en 1972. D'autres imams locaux ou marabouts influents dans les régions du Fouta, de la Haute Guinée ou de la Forêt furent écartés de leurs mosquées, interdits de prêcher, ou contraints à l'exil discret pour éviter la prison. Pour les dirigeants de l'Église catholique en Guinée, un bras de fer fut engagé entre l'autorité et les responsables de l'église entraînant des arrestations, comme l'affirme cette déclaration de Millimono (2025) :

En 1967, Mon Seigneur Raymond-Marie Tchidimbo, archevêque de Conakry, est arrêté, accusé de complot contre la révolution guinéenne. Il passe huit ans en prison sans procès, symbole du bras de fer entre le régime de Sékou Touré et de l'Église. Comme conséquence, on assista à la rupture entre l'État et l'Église jusqu'à la fin des années 1970, la répression du christianisme, surtout catholique, malgré la laïcité du pays. Le régime n'a pas combattu l'Islam comme l'Église catholique, mais a neutralisé son pouvoir autonome. (Millimono, 2025)

L'attitude du régime de Ahmed Sékou Touré fut caractérisée par l'établissement d'un contrôle strict des institutions religieuses. En 1960, le régime crée la Ligue Islamique Nationale placée entièrement sous le contrôle de l'État. Au niveau de l'Islam, les imams sont nommés ou validés par le pouvoir public et les prêches étaient surveillés et il y avait interdiction d'aborder la politique ou de critiquer la révolution multiforme et globale de Guinée. Certains érudits musulmans indépendants ou influents localement ont été intimidés, écartés ou arrêtés s'ils exprimaient une pensée religieuse non conforme à la ligne directrice du PDG-RDA⁷. Pour Kaba (2025), « les marabouts assez puissants ou influents dans les régions, étaient considérés comme des menaces potentielles ou supposés des contres révolutionnaires dont le peuple révolutionnaire doit régler le compte ».

Ce qui avait permis à Ahmed Sékou Touré enfin d'influencer ainsi certains leaders religieux car il utilisait parfois cette religion pour légitimer certains de ses décisions politiques,

⁶ Bassin du Haut Niger correspond géographiquement à la préfecture de Faranah où le fleuve Niger prend sa source jusqu'au Mali. Le fleuve traverse les préfectures de Faranah, Kouroussa, Kankan, Mandiana et Siguiri) En république de Guinée.

⁷ PDG-RDA Parti Démocratique de Guinée-Rassemblement Démocratique Africain.

tout en le gardant sous contrôle. Il organisait des manifestations religieuses officielles (fêtes, pèlerinages), mais encadrées par le Parti État. Également, il fut très influent auprès des grandes personnalités du monde musulman en l'occurrence le Roi Fahd ben Abdelaziz Al Saoud de l'Arabie Saoudite, Mohammed V, et Hassan II du Maroc. Il fut également membre influent de l'OCI⁸. Par ailleurs, depuis l'avènement de la démocratie dans les années 1990, l'Islam et le Christianisme occupent une place non négligeable dans la vie sociopolitique de la nation guinéenne.

Il ressort de cette étude que les religieux musulmans influencent les fidèles musulmans et parviennent à les obliger à croire à l'obéissance aux dirigeants musulmans qui sont investis des responsabilités divines. D'où le respect de la population musulmane soufie ou d'un ordre confrérique de Kankan à l'égard de Sékou Fanta Madi Chérif dans la gestion des crises avec l'administration coloniale française. Les plus influents furent la quadriya et la tidianiya à Kankan et dans toute l'Afrique noire. Cependant, il fut contesté par les wahhabites qui le jugeaient d'être au service de la France.

2.4. Enjeux et risques pour la démocratie guinéenne

En transformant l'espace religieux en champ politique, les enjeux se présentent à travers ce schéma d'affaiblissement du principe de laïcité, le renforcement du communautarisme religieux ou ethnique et le risque de radicalisation. L'usage politique de la religion peut exacerber les tensions communautaires et ethniques, fragiliser la cohésion sociale, et affaiblir la confiance dans les institutions publiques. Ce fait marqua la vie politique de la Guinée en 2010. En Haute Guinée et précisément à Siguiri, les partisans de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), majoritairement peulhs, furent persécutés et obligés de quitter la ville et vice-versa. Il existe aussi un risque de dérive vers une politisation de la foi, ouvrant la porte à des discours extrémistes ou sectaristes.

Nous retenons que l'instrumentalisation des religieux est à la base du phénomène de la radicalisation musulmane et extra-musulmane et l'exacerbation du risque terroriste dans les espaces transfrontaliers du pays. De nos jours, tous les religieux qui ne partagent pas l'idéal politique des dirigeants politiques du pays font l'apologie du terrorisme et applaudissent les coups d'état. Ceux qui ne partagent pas la même position politique sont des ennemis au lieu d'être des adversaires politiques. Cette réalité peut être considérée comme une menace non seulement pour la stabilité sociopolitique, mais aussi pour les fondements laïques de la République.

3. Discussion

Au regard de cette étude, il apparaît que l'histoire politique de la Guinée a été émaillée par la dualité entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux. Il est à constater que dans cette étude, l'autorité politique a toujours influencé l'autorité religieuse depuis la période coloniale. On retient du pouvoir religieux, plusieurs interventions dans les situations de crises dans le pays, allant des crises syndicales aux crispations politiques où le climat tendu a été décrispé par leur intervention auprès des hommes politiques ou des leaders syndicaux. Une approche de conscientisation a toujours été utilisée par ce pouvoir, doublée de la notoriété religieuse et de l'influence pour dissiper les intentions en faveur de tel ou tel mouvement qui aurait pu plonger le pays dans des situations de crises profondes.

Il ressort de cette étude que les religieux influencent les fidèles et parviennent à les obliger à croire à l'obéissance aux dirigeants qui sont investis des responsabilités. D'où le respect par exemple de populations à l'égard de Sékou Fanta Madi Chérif dans la gestion des crises avec l'administration coloniale française.

⁸ Organisation de la Conférence Islamique qui prend le nom d'Organisation de la Coopération Islamique depuis le 28 juin 2011.

L'instrumentalisation des religieux est à la base du phénomène de la radicalisation musulmane et extra-musulmane et l'exacerbation du risque terroriste dans les espaces transfrontaliers du pays. Ceux qui ne partagent pas la même position politique sont des ennemis au lieu d'être des adversaires politiques. Cette réalité peut être considérée comme une menace non seulement pour la stabilité sociopolitique, mais aussi pour les fondements laïques de la République.

Nous convoquons un certain nombre d'auteurs pour discuter les résultats obtenus. De façon thématique, les points de vue des auteurs ont été ressortis.

Dans le cadre historique, (Kaba, 2004) montre «comment les grandes familles (Maninka-Mory) ont construit une autorité morale qui préexiste à l'État moderne. Cela explique pourquoi le politique est "obligé" de passer par religieux à Kankan pour asseoir sa légitimité nationale ».

Sur la question de l'influence sociale, partant des réflexions de (Coulon, 1981, p.191) «le concept de courtage politique est central pour analyser comment les chefs religieux servent d'intermédiaires entre la base sociale c'est-à-dire les fidèles, les paysans et le sommet de l'État, le Prince. Coulon aide à comprendre que cette relation est à double sens : les religieux gagnent des privilèges matériels tandis que le pouvoir gagne des voix ». Cette réflexion cadre bien avec les chefs religieux de Kankan qui agissent comme des intermédiaires (courtiers) entre la base populaire et le sommet de l'État.

Sur la question de l'instrumentalisation, (Bayart, 1989, p. 237) déclare: «le religieux n'est pas séparé du politique; il est un "poids lourd" de la société civile que le pouvoir cherche à coopter. Les églises (et les confréries) sont des structures sociales si puissantes et si bien implantées qu'elles constituent des enjeux de contrôle cruciaux pour l'État. Plutôt que de s'y opposer, le pouvoir politique cherche à les «coopter» ou à les intégrer dans sa propre logique de domination la «recherche hégémonique». À Kankan, le pouvoir ne se contente pas d'influencer les religieux, il les intègre dans des réseaux de clientélisme pour légitimer son autorité.

Au tour des risques pour les enjeux démocratiques, (Gazibo, 2006, p. 188) offre un cadre pour discuter les enjeux et risques et il affirme ceci: «Si la légitimité d'un candidat dépend d'une bénédiction religieuse à Kankan plutôt que d'un programme politique, Gazibo dirait que cela freine la "citoyenneté" au profit de l'appartenance communautaire, fragilisant ainsi les institutions démocratiques». Dans le cadre de l'Enjeux de Pouvoir, (Otayek, 2000, p.46) affirme que: «les religieux ne sont pas toujours des "marionnettes"; ils peuvent aussi imposer leurs conditions au pouvoir politique, créant une forme de gouvernance hybride. Il soutient que le religieux a son propre agenda ». Ce qui est une réalité à Kankan car, selon le porte parole du doyen de Kankan, (Kaba, 2025) l'administration coloniale fut obligée de permettre la victoire de Talliby Kaba aux élections du chef de quartier de Kabada. Aussi, elle entraîna Sékou Fanta Madi Chérif à côtoyer Monseigneur Le Rouge dans le cadre de la construction de la première Église de Kankan. L'érudit céda son champ à la France pour la construction de cette église. Un autre fait de Manipulation constitua selon (Diané, 1987, p. 257), la venue de deux visiteurs de marque chez le chef religieux de Kankan : «le gouverneur Giaccobi et Monseigneur Raymond Lerouge, évêque de Guinée sont venus signaler la situation de la France en guerre au chef religieux de la Haute Guinée. Ils demandèrent alors d'implorer Allah pour la France et égorgea quatre-vingt dix bœufs en guise de sacrifice pour la victoire de la France contre l'Allemagne» et quant à (Caba, 1956, p. 13) Fanta Madi fut «distribué des mots précis, des attributs de Dieu, à ses adeptes et aux fidèles pour être répétés un certain nombre de fois pour que la France soit victorieuse. Et qui plus est, il a demandé de combattre l'ennemi par des sacrifices».

Les rapports entre les pouvoirs temporels et spirituel sont loin d'être simples et aussi uniformes qu'on le prétend habituellement. Ils ont évolué dans des conjonctures variées selon

les situations particulières et connurent des périodes de conflits latents ou ouverts, des périodes d'harmonie où chaque partie trouvait son compte. La seule constante qui s'est dégagée très tôt dans l'histoire de l'islam est que la religion doit d'être à la base de la consolidation de l'édifice social, qui est pourvoyeuse de significations dans tous les actes de la vie individuelle ou collective. Dans son entretien, Kaba (2025), affirme « que la justice doit demeurer comme le principe central du pouvoir. Celui qui est censé matérialiser cette idée c'est le religieux. S'il subit le poids de l'appareil politique, cela aura des conséquences néfastes sur la vie de la société. L'éthique spirituelle du pouvoir : amour, bienveillance, responsabilité ».

Selon (Hervieu-Léger, 1993, p. 69), « La religion était, en quelque sorte, le rempart reconnu par tous et intériorisé contre le chaos qui menaçait en permanence l'ordre social. On ne pouvait donc se représenter un ordre qui ne serait pas voulu et maintenu par une puissance suprahumaine qui lui conférait un sens ultime et lui imposait, par là même, certaines règles de conduite et des rites ».

La complémentarité des deux pouvoirs impliquait aussi qu'ils se contrôlent mutuellement, et que la société civile, de caractère religieux certes mais entendue dans le sens où l'initiative vient de la base et non du sommet, était aussi libre de ses mouvements dans son domaine réservé qui incluait, entre autres, les systèmes éducatif et sanitaire, les organisations charitables et les confréries, que le clan politico-militaire l'était dans le sien, comme l'affirme cette idée que :

Aucune religion n'a de chances de survivre si elle est écartée de la chose publique, si elle est complètement désincarnée. En même temps, aucune société ne peut se passer de la religion ou du sacré. Le drame de l'islam et du système monothéiste historique en général est que, dans sa forme institutionnelle, dogmatique et exclusive, il est trop lié aux conditions propres des sociétés prémodernes pour admettre qu'il n'est qu'un des aspects des contrepouvoirs tolérés, voire exigés par l'organisation moderne de la société, et une expression parmi d'autre de la conscience collective. (Arkoun, 1991, p. 112)

A ce titre, Magassouba (2025), grand Imam de la préfecture de Siguiri rapporte dans que « la mise en garde contre l'usage de la religion pour des gains matériels ou politiques est à l'intention des dirigeants religieux qui désorientent la population en faveur des dirigeants politiques. A l'intention des gouvernants qui rejettent les principes divins afin d'assouvir leur passion et intention politique contre l'intérêt du peuple.

En Guinée, la religion est une force sociale puissante. Elle peut servir de levier pour la paix, le dialogue et l'unité. Mais lorsque les politiques s'en emparent à des fins personnelles, elle devient un outil dangereux. Les dirigeants religieux expliquent au peuple son droit mais ne disent jamais à l'autorité son devoir.

Il est impératif de garantir l'autonomie des institutions religieuses, de renforcer l'éducation civique, et d'encadrer légalement les interférences entre politique et religion. Le respect de la laïcité ne doit pas être un principe théorique, mais une réalité vécue. Au regard de cette réalité, nous comptons aborder ce sujet dans d'autres dimensions exhaustives qui pourra faire l'objet d'étude qui prendra en compte non seulement toutes les périodes et toutes les régions de la Guinée mais aussi les deux principales religions d'Etat à savoir l'Islam et le Christianisme.

Conclusions

A l'issue de cette étude, nous avons abouti à des résultats parmi lesquels nous avons retenu quatre éléments qui sont : l'existence de la dualité entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux sur une longue période couvrant la période coloniale et poste coloniale, la médiation des religieux dans les crises opposants les leaders politiques aux gouvernants ou des crises syndicales liées aux revendications salariales, du rôle joué par les leaders religieux à

l'obéissance aux dirigeants musulmans et politiques dans la prise des décisions et enfin à l'instrumentalisation de la religion qui crée de la méfiance vis-vis des leaders religieux qui sont jugés par certains fidèles de corrompus.

L'analyse de la place de la religion dans la vie politique guinéenne révèle une réalité complexe, où se mêlent spiritualité, influence sociale et enjeux de pouvoir. Si l'Islam, en tant que religion majoritaire, joue un rôle fondamental dans la construction de la paix sociale et la médiation des conflits, il n'en demeure pas moins vulnérable aux tentatives d'instrumentalisation politique. Les leaders religieux, parfois sollicités comme acteurs de légitimation ou de mobilisation électorale, se retrouvent à l'interface entre autorité spirituelle et pression politique. Magassouba (2025), affirme que « les leaders religieux sont obligés d'agir ainsi pour de l'argent ou pour conserver leur responsabilité. Parmi les pires des gens figurent ceux qui utilisent la religion pour obtenir des biens matériels ». Cette situation souligne l'urgence d'un équilibre entre la laïcité de l'État et la reconnaissance du rôle positif que peuvent jouer les institutions religieuses dans la consolidation démocratique.

Il ressort des études que l'instrumentalisation religieuse a des conséquences allant des sanctions religieuses comme l'affirme plus haut l'imam et le rejet des populations qui condamnent l'attitude des religieux qui traitent en faveur des dirigeants politiques. Autres conséquences de l'influence politique est le non-respect des principes démocratiques fondés sur l'alternance et le partage du pouvoir. Doumbouya (2025). Soutient que : « Dieu donne le pouvoir à qui il veut et l'arrache quant-il veut. « Le meilleur des jihads est une parole de vérité face à un dirigeant injuste ». Il est bien légitime de critiquer un pouvoir injuste. Le pouvoir est légitime s'il est juste, consultatif, responsable et conforme aux principes divins. Il n'est ni absolu, ni sacré et doit toujours être discuté, contrôlé et orienté vers le bien commun ».

Cette étude portant sur la place de la religion dans la vie politique guinéenne a des limites dans le temps comme dans l'espace. L'étude n'a couvert que la région de la Haute Guinée. Cependant nous n'avons pas fait allusion au Fouta-Djalon qui était aussi un grand foyer musulman de l'époque coloniale et post colonial. Aussi, nous ambitionnons formuler des micros projets de sensibilisation pour concilier la religion à la politique. Autre faiblesse de notre étude se situe au niveau du témoignage oral car certains politiciens ont refusé de répondre à nos questions ainsi que des religieux opposés aux dirigeants politiques du pays.

Au regard de cette réalité, nous comptons aborder ce sujet dans d'autres dimensions exhaustives qui pourra faire l'objet d'étude qui prendra en compte non seulement toutes les périodes et toutes les régions de la Guinée mais aussi les deux principales religions d'Etat à savoir l'Islam et le Christianisme.

Références bibliographiques

- Association of Religion Data Archives 2022. <https://www.thearda.com/>. Consulté le 10 décembre 2025 à 13heures 50minutes
- Arkoun, M. (1991). *La Pensée arabe*. Presses Universitaires de France.
- Barry, M. L. (1989). *Place des marabouts dans la société traditionnelle, le bassin du haut Niger*, Université Kankan .
- BAYART, Jean-François. (2006). *L'État en Afrique : La politique du ventre*. Fayard Nouvelle édition.
- Caba, L.S. (1956). *Cheikh Mohamed Chérif, dit Fanta Mady Haïdara de 1870 à 1955*.
- Caillée, R. (2003) *Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenné, dans l'Afrique centrale*. l'Harmattan.
- Charfi, A. (2005). Pouvoir politique et pouvoir religieux dans l'histoire de l'islam. URL.http://www.adelinotorres.info/islam/Pouvoir%20politique%20e%20pouvoir%20religieux_II%20PARTE.pdf (consulté le 10 décembre 2025 à 12heures).

- COULON, Christian. (1981). *Le Marabout et le Prince: Islam et pouvoir au Sénégal*. Edition A. pédone.
- Diané, D. (1987). *Contribution à l'histoire de l'Islam de Haute Guinée » : la société musulmane du Batè, son rayonnement, des origines à la mutation socio-économique de 1914 à 1970*, [Thèse de doctorat] Université Paris I, Panthéon Sorbonne.
- Doumbouya, N. Imam, entretenu sur l'acquisition du pouvoir et sa gestion par le chef le 05 Juillet 2025.
- Gazibo, Mamadou. (2006). *Paradoxes de la démocratisation en Afrique*. Presses de l'Université de Montréal.
- Hervieu-L. D. (1993). *La Religion pour mémoire*. Éditions du Cerf
- Journal Officiel de la République de Guinée Horoya. (2020). Décret D/2020/073/PRG/SGG du 06 avril 2020.
- Kamara, L. (2012). *Les racines de l'avenir: Réflexions sur la première République de Guinée*. L'Harmattan.
- Kaba, B. Grand Imam de Kankan, entretenu sur le rôle des religieux dans la consolidation de la paix, 15 juin 2025 à Kankan
- KABA, L. (1974). *The Wahhabiyya : Islamic Reform and Politics in French West Africa*. Evanston : Northwestern University Press.
- Kaba, L. (2004). *Cheikh Mouhammad Chérif et son temps ou Islam et société à Kankan en Guinée 1874 –1955*. Présence africaine.
- Kaba, M. L. (2025). Porte-parole du doyen de Kankan, entretenu sur la question de collaboration avec l'autorité coloniale, Kankan, le _ décembre 2025.
- Kane, O. & Triaud, J.-L. (1998). *Islam et islamismes au sud du Sahara*. Karthala et Iremam.
- Kanté, S. (2018) *Histoire de l'Afrique de l'ouest concernant les Kaba de Batè*. Académie N'ko.
- Magassouba, M. Imam à Siguiri entretenu sur l'obligation de l'Imam et dirigeants musulmans sur la question de justice. Siguiri, le 30 juin 2025.
- Mansare, L. (2017). *Histoire des Mandingues au Fouta-Djalon du XVIIe siècle au XIXe siècle : Alliance et conflits, acculturation et survie identitaire*, [Thèse de doctorat], Université Bretagne.
- Millimouno, J. M. Enseignant-chercheur à l'université de Kindia, entretenu sur le rapport entre l'église chrétienne de Guinée et le régime Ahmed Sékou Touré à Conakry, le 23 avril 2025.
- Ministère de l'unité nationale et de la citoyenneté. (2020). Dialogue interreligieux et cohésion sociale. Rapport interne, Conakry.
- ONU, 2022, Rapport sur la liberté religieuse en Afrique de l'Ouest. New York : Nations Unies.
- OTAYEK, René. (2000). *Identité et démocratie dans un monde global*. Paris : Presses de Sciences Po.
- PNUD, 2023, Rapport sur la cohésion sociale en Afrique de l'Ouest. <https://www.undp.org>
- Rapport annuel sur la liberté religieuse internationale publié par le Département d'État des États-Unis. (2023). URL: <https://www.state.gov/reports/2023-report-on-international-religious-freedom/guinea/> (10 décembre 2025 à 12heures).
- Sanoh, S, Imam entretenu sur la responsabilité du chef musulman à Kankan, 10 avril 2025.
- Sidibé, M. Enseignant-chercheur au département d'histoire, entretenu sur la question de la responsabilité des religieux pour le maintien de la paix. Le 20 octobre 2025.
- Trincas, J. (1981). *Colonisations et religions en Afrique noire, l'exemple de Ziguinchor*. L'Harmattan.

Zghal, M. (1996). Le nouvel horizon de la laïcité en Tunisie : la conversion silencieuse. *Revue française de science politique*, 46(1), 3-23. <https://www.persee.fr/collection/rfsp> (consulté le 10 décembre 2025 à 12heures).